

### *L'énergie*

pessimistes; il est plutôt fondé sur une étude exhaustive des réalités économiques, politiques et stratégiques de l'heure. Même si l'on découvrait de nouvelles ressources, leur mise en valeur et leur exploitation prendrait la plus grande partie de la décennie. Ce déficit nous menace donc quelles que soient les découvertes que nous puissions faire.

La crise actuelle du pétrole présente deux autres aspects effrayants: d'abord, le fardeau écrasant que les importations de pétrole représentent pour les pays du tiers monde et, ensuite, la menace que la baisse des réserves de pétrole de l'Union soviétique fait peser sur la stabilité mondiale. En ce qui concerne le premier de ces aspects, le Fonds monétaire international estime qu'au cours de cette année seulement, la balance des paiements des pays de l'OPEP enregistrera collectivement un excédent de quelque 115 milliards de dollars, tandis que celle des pays importateurs de pétrole du tiers monde accusera un déficit de 68 milliards de dollars que l'économie de ces pays ne peut tout simplement pas absorber. Mon collègue, le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson) examinera en détail les problèmes que de tels déséquilibres imposent au système financier international.

Il faut également tenir compte de la demande croissante de pétrole des pays du tiers monde. Environ 90 de ces pays consomment actuellement près de 4 millions de barils de pétrole par jour. Selon les prévisions, ce chiffre passera en 1990, à 14 millions de barils par jour. Ainsi, au moment où le déficit global atteindra vraisemblablement 8 millions de barils par jour, les pays les plus pauvres auront besoin de 10 millions de barils supplémentaires par jour. Ces pays auront certainement le droit d'obtenir ce pétrole et, de fait, ils l'exigeront. Il y aura donc beaucoup de concurrence pour acheter un produit qui se fera de plus en plus rare.

Deuxièmement, et cela complique davantage la situation, l'Union soviétique pourrait fort bien tenter de s'approvisionner en pétrole sur le marché mondial. Selon les prévisions, d'exportateurs nets de pétrole en 1979, l'Union soviétique et ses satellites deviendront importateurs nets à raison d'au moins un million et peut-être deux millions de barils par jour en 1985, encore une fois au moment où l'on prévoit une pénurie. Il faut se rendre à l'évidence, monsieur l'Orateur: l'Union soviétique devra importer du pétrole, mais elle ne peut se permettre de déboursier les sommes considérables en devises étrangères nécessaires à cette fin.

Voici ce que dit à cet égard un rapport des services de renseignements américains:

... cette situation prépare la voie à une concurrence entre l'Est et l'Ouest pour le pétrole du Moyen-Orient, ce qui ajoute à l'instabilité d'une région qui a déjà été la scène d'événements politiques très graves depuis un an ou deux.

En envahissant l'Afghanistan, l'Union soviétique a obtenu une position stratégique avantageuse par rapport aux riches gisements pétrolifères du golfe Persique et à l'importante route maritime du détroit de Hormuz par où passent les deux tiers du pétrole du monde. Déjà, en ayant recours à des moyens militaires, à la subversion ou à des initiatives diplomatiques, les Soviétiques semblent préparer la voie à une sorte de troc qui leur permettrait d'échanger certains produits ou du matériel militaire contre du pétrole arabe.

Si cela ne produit pas le résultat escompté, l'Union soviétique se trouve déjà en bonne position stratégique pour saisir les champs de pétrole. Nous ne devons pas sous-estimer l'aptitude de l'URSS à brouiller les cartes en faisant du chantage ou de

la subversion ou, ce qui est plus grave, en occupant purement et simplement certains territoires.

Nous pouvons nous rendre compte à quel point les pays occidentaux sont vulnérables à cause de leur dépendance du pétrole du Moyen-Orient en constatant que cette dépendance a commencé à influencer sur leur politique étrangère. Comme le disait récemment un éditorial du *Times* de New York:

Le coût de la dépendance pétrolière ne se mesure pas seulement au prix de l'essence.

Cela devient de plus en plus évident dans tous les aspects de la politique étrangère. Les nouvelles relations qui s'instaurent entre l'Arabie Saoudite et les États-Unis ou entre l'Arabie Saoudite et le Danemark le montrent bien. Comme je l'ai déjà signalé, bon nombre de pays devront modifier leur politique étrangère parce qu'ils dépendent presque entièrement du pétrole du Moyen-Orient et, à cause de cela, leur politique étrangère sera à la merci de leurs besoins énergétiques. Cette perspective est peut-être bien sombre, mais elle reflète la réalité mondiale.

Nous devons nous poser la question suivante: où en est le Canada au début de cette décennie périlleuse? La production nationale de pétrole extrait des sources classiques a diminué de 25 p. 100 ces sept dernières années, alors que la consommation d'énergie, et de pétrole en particulier, a grimpé, pour l'année dernière seulement, de quelque 4 p. 100. Sachant que notre production était à la baisse et que l'ancien gouvernement libéral avait condamné le pays à compter de plus en plus sur de coûteuses importations de pétrole, le gouvernement Clark a reconnu que l'autonomie énergétique était un objectif auquel nous devons nous consacrer de toute urgence. En fait, l'avenir de notre pays l'exigeait.

En tant que gouvernement, nous avons vu le lien à faire entre le pétrole et la sécurité, entre le pétrole et la politique étrangère, entre le pétrole et la stabilité économique. Nous avons donc pris à Tokyo des engagements qui visaient à réduire notre dépendance du pétrole importé. Nous avons reconnu le danger d'une telle dépendance pour notre pays. Nous nous sommes donc engagés, de concert avec nos partenaires au sommet de Tokyo, à limiter nos importations de pétrole jusqu'en 1985. Cette décision signifiait deux choses. Elle signifiait qu'il nous fallait d'une part réduire à 1 p. 100 par an la croissance de la consommation nationale de pétrole et de l'autre, mettre sur pied un programme pour nous permettre d'accéder à l'autonomie énergétique.

Fait tragique pour le Canada, le gouvernement libéral a délaissé ce programme et ces engagements. Alors que nous nous étions engagés à limiter les importations de pétrole à 600,000 barils par jour, d'ici 1985, il est prévu qu'en l'absence de notre programme, les importations canadiennes s'élèveront à plus de 800,000 barils par jour d'ici 1985. Alors que nous avions entrepris de réduire à 1 p. 100 par an la croissance de la consommation de pétrole, elle atteint aujourd'hui 4 p. 100 par an. Alors que nous avions présenté aux Canadiens un programme énergétique global destiné à rendre le Canada autonome en matière d'énergie d'ici 1990, le gouvernement libéral n'a rien proposé du tout.

Sous la direction des libéraux, le Canada a décidé, plutôt que de participer à la solution de la crise internationale du pétrole, de constituer lui-même une partie du problème. Si vous tenez à vous documenter sur cette déclaration, monsieur l'Orateur, vous n'avez qu'à lire le rapport de l'OCDE publié